



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

MARCHE N° 2573S02MP

ACCORD-CADRE RELATIF À L'ORGANISATION DE L'INAUGURATION DES NOUVEAUX LOCAUX DE LA CCI SAVOIE

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 28 Mars 2025 à 12H00

POUVOIR ADJUDICATEUR

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA SAVOIE

13 allée du Lac de Constance

CS 83831 73371

Le Bourget du Lac Cedex

Site web: www.savoie.cci.fr;

Info@savoie.cci.fr

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cellule de la commande publique: marches@savoie.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 – Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 – Variantes à l’initiative du candidat	4
2.4 – Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur (anciennement Prestations supplémentaires éventuelles / Prestations alternatives)	4
2.5 - Développement durable	5
2.6 - Mesures de sécurité.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Visites sur site – Lot 1	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation : Négociation et E -Attestations.....	11
8 - Renseignements complémentaires	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations relatives à l'organisation de l'inauguration des nouveaux locaux de la CCI Savoie, prévue le **LUNDI 19 MAI 2025**.

Lieu(x) d'exécution :

CCI Savoie
13 allée du Lac de Constance
73 370 LE Bourget du Lac

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Les accords-cadres, avec un montant maximum, sont passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le détail des montants maximum par lot est mentionné ci-après.

Le montant maximum de l'accord-cadre représente une limite de dépenses. Il convient de noter que le titulaire du marché ne pourra émettre aucune réclamation si ce montant n'est pas atteint.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en **6** lots :

Lot(s)	Désignation	Montant estimé en € HT	Montant maximum en € HT
01	Location de chapiteaux et prestations annexes	23 000€	30 000€
02	Service de traiteur	15 000€	20 000€
03	Service de sureté et de sécurité et service de vestiaire – Petit lot	950€	1 200€
04	Animation musicale groupe - Petit lot	950€	1 200€
05	Animation musicale DJ - Petit lot	800€	1 200€
06	Prise de vues / photos - Petit lot	950€	1 200€

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Petits lots :

Les lots suivants seront passés selon une procédure sans publicité ni mise en concurrence, distincte de la présente consultation, conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ou L. 2123-1 et R. 2123-1 2° du Code de la commande publique :

- ☞ Lot n°03 : *Service de sureté et de sécurité et service de vestiaire*
- ☞ Lot n°04 : *Animation musicale groupe*
- ☞ Lot n°05 : *Animation musicale DJ*
- ☞ Lot n°06 : *Prise de vues / photos*

1.5 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79952000	Services d'organisation d'événements
44212320	Structures diverses
39522100-8	Bâches imperméables, auvents et stores
55520000-1	Services traiteur

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes à l'initiative du candidat

Variantes facultatives à l'initiative du candidat : aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur (anciennement Prestations supplémentaires éventuelles / Prestations alternatives)

Les candidats **ont l'obligation de faire une proposition** pour les prestations supplémentaires éventuelles ou alternatives suivantes pour les lots :

Lot	Libelle	Description
Lot n° 1 : prestations de location de chapiteaux et prestations annexes	PSE N°1	Une décoration du chapiteau (ballons / volumes, éclairages, arche d'entrée...) Thème CCI entre lacs et montagnes
Lot n° 1 : prestations de location de chapiteaux et prestations annexes	PSE N°2	Mise en place d'une moquette sur les cheminements
Lot n° 2 – service de traiteur	PA N°3	Une version plat unique (croziflette, raclette, autres ...) et pièces sucrées
Lot n° 2 – service de traiteur	PSE N°4	Une ou deux propositions de vin rouge, et de vins blancs en accord avec les mets proposés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prendre ou non ces prestations.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le marché public comprend un critère environnemental comme critère d'attribution du marché pour les lots suivants :

- Lot n°01 : location de chapiteaux et prestations annexes
- Lot n°02 : service traiteur

2.6 - Mesures de sécurité

Les candidats doivent prendre les mesures de sécurité nécessaires pour l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTRI),
- Le règlement de la consultation (RC),
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le bordereau des prix forfaitaires et unitaires,
- Le Document Unique de Candidature,
- Le cadre de réponse **OBLIGATOIRE** pour le **LOT N° 1**
- Le cadre de réponse **OBLIGATOIRE** pour le **LOT N° 2**
- L'attestation de visite **OBLIGATOIRE** pour le **LOT N° 1**

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	À compléter dans le document unique de candidature
Justificatif d'attribution par l'INSEE d'un numéro d'identification	À annexer au document unique de candidature, le cas échéant
Attestation de régularité fiscale et Attestation de vigilance (moins de 6 mois)	

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	À compléter dans le document unique de candidature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	À compléter dans le document unique de candidature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Commentaires
Certificats de qualification professionnelle et/ou de qualité, le cas échéant. En complément : <ul style="list-style-type: none">- Pour le lot n° 2 – Traiteur :<ul style="list-style-type: none">➤ Attestations de qualifications officielles, agréments et certifications relatives aux prestations concernées, le cas échéant.➤ Agrément sanitaire et déclaration de manipulation de denrées animales	À annexer au document unique de candidature, le cas échéant

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent le document unique de candidature mis à disposition dans le dossier de consultation (DCE).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes	OUI
Le bordereau des prix forfaitaires (BP) et unitaires en version PDF et en version Excel	OUI
Le cadre de réponse OBLIGATOIRE du lot concerné : Notamment présentation de l'équipe dédiée au projet (joindre CV), délai de prise en charge de la mission et rétroplanning d'exécution, matériel mis à disposition.	OUI
Lot n° 1 : Attestation de visite du Site et des locaux	NON

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 – Visite Obligatoire sur site – Lot 1

Une visite sur site est **obligatoire** pour le lot n° 1 – Location de chapiteaux et prestations annexes

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les candidats devront prendre rendez-vous auprès de Mesdames Sanja Plakalo ou Laurence Lombardi – service événementiel de la CCI Savoie au numéro suivant : 04 57 73 73 73 ou par mail : salon@savoie.cci.fr

Les visites seront organisées sur la période du MOIS mars 2025.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n° 01 - LOCATION DE CHAPITEAUX ET PRESTATIONS ANNEXES

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45
2-Valeur technique (critères appréciés sur la base du cadre de réponse)	40
2.1-Moyens humains mobilisés en amont et pendant l'événement - Identification d'un interlocuteur unique pour le suivi de la prestation	15
2.2-Moyens techniques et logistiques dédiés à la prestation	5
2.3-Qualité de la prestation – visuel (photo mobilier, chapiteaux...) - Qualité du matériel, agencements techniques et fonctionnels - Compréhension du besoin en adéquation avec le projet et l'image de la CCI, - Retroplanning de réservation, installation, reprise	20
3-Développement durable <i>Mesures que le candidat se propose d'adopter pour limiter l'impact environnemental de ses prestations (utilisation de matériaux écologiques et recyclables, limitation des déchets...)</i>	15

Pour le lot n°02 : SERVICE TRAITEUR

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45
2-Valeur technique (sur la base du cadre de réponse)	25
2.1-Moyens humains mobilisés en amont et pendant l'événement (personnel de service : équipe culinaire, équipe d'installation, équipe de réception et de service, chef de projet) : - Identification d'un interlocuteur unique pour le suivi de la prestation	10
2.2- Moyens techniques et logistiques dédiés et méthodologie d'intervention	5

<p>2.3-Qualité des produits proposés et de la présentation</p> <p>Description des produits et pièces au regard des propositions fournies, assemblage des saveurs.</p>	10
3-Références et expérience	15
<p>4-Développement durable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect de l'environnement pendant la prestation - Gestion des déchets - Utilisation de produits bio, écolabels, produits issus de circuits courts 	15

Le critère "Prix des prestations" sera analysé de façon proportionnelle entre les candidats sur la base de l'offre financière.

45 points seront attribués au candidat dont l'offre de prix est la moins disante.

La note pour les autres offres est calculée ainsi : $\text{Note} = 45 \times \text{Prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre}$

L'analyse des offres et leur notation sera effectuée principalement sur la base du cadre de réponse obligatoire.

Les autres critères et sous-critères, qu'ils soient détaillés ou non, seront notés à partir du barème suivant :

- 0% de la note : absence d'information par le candidat.
- 20% de la note : réponse insatisfaisante
- 40% de la note : réponse peu satisfaisante
- 60% de la note : réponse satisfaisante
- 80% de la note : réponse très satisfaisante
- 100% de la note : réponse excellente

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation : Négociation et E -Attestations

Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations par écrit avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. À l'issue des négociations, les candidats pourront remettre une nouvelle offre.

Après analyse, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Plateforme E-Attestation

L'offre la mieux classée sera donc **retenue à titre provisoire** en attendant que le ou les candidats déposent leurs certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme **E-ATTESTATIONS**.

L'attributaire pressenti et ses sous-traitants recevront un email d'invitation pour se connecter sur **E-ATTESTATIONS**, depuis l'adresse account@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.



Pensez à créer ou à compléter votre profil sur E-Attestations dès réception de l'email d'invitation.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de GRNOBLE

2 Pl. de Verdun, 38000 Grenoble

Boîte Postale 1135

38022 Grenoble Cedex

Téléphone : 04 76 42 90 00

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.